

Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°04 - semaine du 22 au 28 janvier 2021

Résumé

Asie du Sud : Région la plus affectée au monde en termes de pertes d'emplois liées à la COVID-19.

Afghanistan : Chute des recettes de la Banque centrale de près de 97% en glissement annuel.

Bangladesh : Contraction des échanges commerciaux, hausse des transferts des migrants et retour à un net excédent de la balance des paiements sur les 6 premiers mois de l'exercice.

Bhoutan : Réduction de l'inflation au troisième trimestre. Dégradation des prévisions de croissance pour 2020 à -6,8%, mais le ministère des Finances anticipe une reprise de 3,3% pour 2021/22.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques :* Prévision de croissance de 11,5% pour l'exercice budgétaire 2021/22 pour le FMI et 7,3% pour l'ONU. Possible endettement record pour l'Inde en 2021/22. Un troisième trimestre de bon augure pour l'économie indienne ? Hausse exceptionnelle des IDE en 2020. *Secteur bancaire :* Proposition par la Banque centrale de régulation plus stricte des NBFC. Ralentissement des ventes d'obligation d'entreprises après une année record. *Autres informations :* Subventions de 1,7 Mds USD du gouvernement central pour les *Rural Local Bodies* de 18 Etats. Importants surcoûts enregistrés pour 450 projets d'infrastructure. Investir dans le capital humain, un gain potentiel de 6 500 Mds USD d'ici 2030. Taxe verte sur les véhicules polluants. Air India, un emprunt pour refinancer la dette. Les 100 Indiens les plus riches ont déjà dépassé leur niveau de richesse d'avant COVID.

Maldives : Les Maldives à la 75ème place du classement sur l'indice de perception de la corruption. Don de 21,6 M USD de la Banque mondiale dans le domaine de la protection sociale.

Népal : Prévisions de croissance négative du Népal en 2020/21 par l'ONU. La Cour Suprême opposée aux IDE dans le secteur agricole. Besoin de 5,7 Mds USD pour relancer l'économie. Près de 29 M USD d'investissement dans le secteur du tourisme malgré la pandémie. Exemption du paiement des charges d'électricité pendant le confinement.

Pakistan : Révision à la hausse des prévisions de croissance de l'économie pakistanaise par le FMI. Maintien par la Banque centrale de son taux directeur à 7 % pour la troisième fois consécutive. Réduction du déficit budgétaire primaire sur les cinq premiers mois de 2020/21. Hausse de 15 % des tarifs de l'électricité. Extension des mesures de soutien au secteur de la construction. La Banque asiatique de développement adopte sa stratégie de partenariat pays avec le Pakistan sur la période 2021-2025.

Sri Lanka : Baisse de -17% des exportations de marchandises en 2020. Baisse de la production industrielle en novembre. Dépréciation de la roupie sri-lankaise par rapport à l'USD. Sri Lanka à la 94ème place du classement sur l'indice de perception de la corruption (IPC).

INFORMATIONS REGIONALES

- **Forte suppression d'emploi liée à la COVID-19 en Asie du Sud.** D'après les résultats de l'étude *World Economic Situation and Prospects* des Nations-Unies, l'Asie du Sud est la région la plus touchée en termes de pertes d'emplois dans le monde en 2020. L'OIT estime, par ailleurs, que les heures de travail y diminueront de 4,9% en 2021, ce qui représenterait, dans le pire des *scenarii*, une perte de 31 millions d'emplois. 2020 a déjà vu la disparition de 80 M d'entre eux en Asie du Sud (255 M dans le monde).

INFORMATIONS PAYS

AFGHANISTAN

- **Chute des recettes de la Banque centrale de près de 97% en glissement annuel.** Les recettes de la Banque centrale ont chuté de 370 M USD à 11,5 M USD entre 2019 et 2020. Les raisons avancées seraient l'effet de la pandémie sur l'économie ainsi que la réduction des taux d'intérêts du gouvernement américain. Mais la Banque n'a pas fourni de détails récents concernant le niveau de ses réserves de change.

BANGLADESH

- **Contraction des échanges commerciaux, hausse des transferts des migrants et retour à un net excédent de la balance des paiements sur les 6 premiers mois de l'exercice.** Pour la première fois depuis des années, les échanges commerciaux du Bangladesh se sont contractés sur le 1^{er} semestre 2020/21. Ils s'élèvent à 44 Mds USD à fin décembre 2020, contre 45,9 Mds USD en 2019, soit une baisse de 4%, moindre cependant que sur les quatre premiers mois (-7%). En conséquence, la balance commerciale présente un déficit de 6,5 Mds USD sur la période de juillet à décembre 2020, contre -8,2 Mds USD sur la période comparable de 2019, en baisse de 21%.

Les exportations sont stables et s'élèvent à 18,8 Mds (-0,4%), dont 15,6 Mds USD pour le textile et l'habillement (-3%) et les importations baissent à 25,2 Mds USD (- 6,8% contre -13% sur le 1^{er} quadrimestre). Les importations de biens d'équipement ont chuté de 29% en g.a. entre juillet et novembre 2020, et celles des biens intermédiaires de 9%, reflétant la stagnation des investissements privés. Pour autant, le trafic dans le port de Chittagong (94% des échanges du pays) a repris à partir de mai dernier et retrouvé, en novembre, le niveau pré-COVID.

La balance des services affiche un déficit de 845 M USD, en réduction de 49% en g.a. Les transferts des migrants depuis l'étranger progressent de 38% en g.a. pour s'élever à 12,8 Mds USD contre 9,4 Mds USD en 2019, alors que les investissements directs étrangers régressent de 22% et ne dégagent qu'un flux net de 455 M USD.

Ainsi, selon la Banque centrale, sur la période de juillet à décembre 2020, la balance des transactions courantes affiche un excédent record de 4,32 Mds USD contre un déficit de -1,7 Mds USD un an plus tôt. La balance des paiements retrouve un excédent qui atteint 6,2 Mds USD fin décembre, en tenant compte des importants soutiens budgétaires apportés en mai et juin 2020 par les bailleurs multilatéraux.

Le pays conserve un niveau record de réserves monétaires (43,2 Mds USD fin décembre 2020 après ajustements contre 32,7 Mds USD un an auparavant) ; elles couvrent l'équivalent de 8,6 mois d'importations contre 6,6 mois en décembre 2019. Les réserves ont régulièrement oscillé entre 31 et 33 Mds USD depuis 2016.

BHOUTAN

- **Réduction de l'inflation au troisième trimestre.** Selon les chiffres du Bureau des Statistiques nationales, l'inflation a ralenti à 7,5 % en novembre dernier après un record en juillet de 8 %, en raison de problèmes d'approvisionnement liés à la pandémie. Les prix des produits alimentaires ont subi une augmentation comprise

entre 20 et 30% en g.a. en novembre et pour les produits non alimentaires 1,72% en moyenne. Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'effet du nouveau confinement mis en place le 20 décembre 2020.

- **Dégradation des prévisions de croissance pour 2020 à -6,8%, le ministère des Finances prévoit une reprise de 3,3% pour 2021/22.** Le ministère des Finances a publié ces chiffres à l'occasion de son rapport annuel sur la performance économique, le 18 janvier dernier. La revue à la baisse des prévisions de croissance fait suite à la décision d'un nouveau confinement entré en vigueur fin décembre. Les précédentes prévisions établies après le premier confinement, en août, faisaient état d'une contraction de 2,1% du PIB bhoutanais. Le ministre des Finances a, par ailleurs, annoncé la création d'une *National Economy Recovery Task Force* pour travailler sur la relance économique. Celle-ci sera composée de quatre Comités respectivement dédiés à l'économie réelle, la fiscalité, le secteur monétaire et le commerce extérieur.

INDE

Indicateurs macroéconomiques

- **Prévision de croissance de 11,5% pour 2021/22 selon le FMI et 7,3% pour l'ONU.** Le FMI a revu sa prévision de croissance à la hausse après les résultats encourageants post confinement. En effet, le Fonds avait d'abord prévu une croissance de 2,7% pour l'exercice budgétaire 2021/22 (avril-mars) en octobre 2020. Il anticipe une récession de 8% pour l'exercice en cours puis une croissance de 6,8 % pour 2022/23. L'Inde est le seul pays à être crédité d'une prévision de croissance à deux chiffres pour 2021/22. L'Economiste en chef du FMI a également indiqué que l'Inde ne retrouverait pas son niveau pré COVID avant 2025. Le Conseil économique et social des Nations Unies estime pour sa part, dans son *World Economic Situation and Prospects 2021*, la croissance de l'économie indienne à seulement 7,3% en 2021/22, après une contraction de 9,6% pour l'exercice en cours.
- **Possible endettement record pour l'Inde en 2021/22.** Les résultats de l'analyse menée par *Bloomberg* anticipent un emprunt total de 10 600 Mds INR (145,36 Mds USD) pour l'exercice à venir. Bien que ce chiffre soit inférieur au record de l'exercice en cours, à savoir, 13 100 Mds INR (180 Mds USD), il représente tout de même une augmentation de 75% par rapport à la moyenne d'endettement de ces cinq dernières années. Mais l'offre de titres souverains pourrait pousser les taux à la hausse et les analystes prévoient une hausse des taux des obligations à 10 ans de 40 pdb à 6,3% à l'horizon de fin décembre 2021, la première augmentation en trois ans.
- **Un troisième trimestre de bon augure pour l'économie indienne ?** L'analyse du quotidien *Mint* montre que les ventes nettes des 166 entreprises de la bourse de Bombay (BSE) ont enregistré une croissance de 10,7 % en g.a. au troisième trimestre de l'exercice (octobre-décembre), au plus haut depuis sept trimestres consécutifs (+3,3% au T2). De la même manière, le profit net agrégé augmente de 57,8% en g.a., au plus haut depuis 10 trimestres (+9 % au T2).
- **Hausse exceptionnelle des IDE en 2020.** Les IDE entrants en Inde ont augmenté de 13% en g.a. pour l'année 2020, grâce en particulier au secteur du numérique. Ils atteignent ainsi 57 Mds USD selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Secteur bancaire

- **Proposition par la Banque centrale (RBI) de régulation plus stricte des NBFC.** Dans un papier publié vendredi dernier, la RBI suggère de classer les institutions financières non bancaires (NBFC) en quatre catégories fondées sur des paramètres dont la taille des actifs et leur perception du risque. La RBI propose d'imposer aux NBFC de premier rang, comme pour les banques, une exigence en capital de base de 9%. Cette proposition intervient alors que le risque porté par les NBFC est en forte croissance et que le niveau des prêts non

performants (PNP) s'accroît. Dans son dernier rapport de stabilité financière de janvier 2021, la RBI anticipe un taux de PNP à 13,5 % du total d'ici la fin septembre 2021.

La Banque a également élevé l'obligation de fonds propres nets (*net-owned funds*) à 200 M INR (2,7 M USD) contre 20 M INR précédemment et la classification existante des PNP passera de 90 jours à 180. Ces nouvelles réglementations semblent avoir déçu les analystes qui regrettent notamment que la RBI n'ait pas prescrit des limites de ratio de réserve de liquidités (CRR) ou de ratio de liquidité statutaire (SLR). L'agence de notation *Moody's* considère ainsi que les propositions de la RBI ne ciblent pas les principales faiblesses des NBFC et que ce secteur continuera de porter un risque important en terme de qualité d'actifs. *Fitch Ratings* est cependant moins sévère et estime que les changements proposés permettront de renforcer la stabilité des NBFC et de restaurer la confiance.

- **Ralentissement des ventes d'obligation d'entreprises, après une année record.** Selon *Bloomberg*, le nombre d'obligations émises par les entreprises privées pourraient diminuer de 17% en g.a. en 2021 en raison d'un coût de financement qui pourrait croître dans les mois à venir. L'afflux d'obligations en 2020 a été soutenu par les liquidités mises sur le marché par la Banque centrale ainsi que par la baisse des taux. Il a été pour 9 140 Mds INR (125 Mds USD) d'obligations en 2020, un point haut depuis cinq ans. Le total d'émissions pour 2021 est estimé à 7 550 Mds INR (104 Mds USD).

Autres informations

- **Subventions de 1,7 Mds USD du gouvernement central pour les *Rural Local Bodies* de 18 Etats.** Les subventions du ministère des Finances s'élèvent à 123,5 Mds INR pour ces entités, institutions locales d'autogestion chargées de l'administration d'une région ou d'une plus petite communauté (village, bourg ou ville). Il s'agit de la seconde subvention accordée au titre de l'exercice 2020/21, après celle de juin 2020 pour 182 Mds INR (2,5 Mds USD).
- **Importants surcoûts enregistrés pour 450 projets d'infrastructure.** Selon les données du Bureau des Statistiques, sur les 1 687 projets d'infrastructures enregistrés, 450, dont le coût unitaire s'élève à au moins 1,5 Mds INR (20,5 M USD) font l'objet de surcoûts estimés au total à 4 280 Mds INR (58,6 Mds USD). Sur les 1 687 projets, 558 ont été reportés, 111 de 1 à 12 mois, 135 de 13 à 24 mois, 187 de 25 à 60 mois et 125 au-delà de 61 mois. Le report moyen est de 45 mois. Les raisons avancées sont les délais d'acquisition de terrains et d'autorisations environnementales, le manque d'infrastructures de soutien et de liaison, ainsi que l'impact causé par la pandémie.
- **Investir dans le capital humain, un gain potentiel de 6 500 Mds USD d'ici 2030.** Le rapport *Upskilling for shared prosperity* de WEt, en collaboration avec PwC, considère qu'un meilleur investissement dans la formation et le capital humain pourrait se traduire par une augmentation de la productivité et des emplois (5,3 M) d'ici 2030. L'Inde disposerait, en effet, du deuxième potentiel de création de nouveaux emplois (2,3 M) après les Etats-Unis (2,7 M) et la Chine (1,7M).
- **Taxe verte sur les véhicules polluants.** Le ministère du Transport et des Autoroutes a approuvé le projet de taxe verte sur certaines catégories de véhicules. La proposition sera soumise, pour avis, aux Etats. Elle vise les véhicules de transport et de commerce de plus de 8 ans au jour du renouvellement de leur contrôle technique. Cette taxe inclurait également la catégorie de carburant et son application serait variable en fonction du niveau de pollution des villes. Pour les véhicules personnels, cette limite pourrait être rehaussée à 15 ans. Une telle taxe existe déjà à Goa, dans le Mahārāshtra et l'Uttar Pradesh. Une taxe plus faible est également en projet pour les bus. Les véhicules agricoles en seront exemptés.
- **Air India, un emprunt pour refinancer la dette.** La compagnie aérienne prévoit de lever près de 2,25 Mds INR (31 M USD) grâce à un prêt à court terme, couvert par une garantie souveraine pour combler l'arrêt des

financements gouvernementaux et éponger une partie de sa dette. La compagnie, déjà endettée à hauteur de 600 Mds INR (8,23 Mds USD) aujourd'hui, pourrait enregistrer 210 Mds INR (2,88 Mds USD) de pertes en 2021/22. ICRA Ltd estime qu'elle aurait alors besoin de 370 Mds INR (5,07 Mds USD) pour couvrir ses pertes et ses dettes pour la période qui s'étale de 2021/22 à 2023/24.

- **Les 100 Indiens les plus riches ont déjà dépassé leur niveau de richesse d'avant COVID.** Selon une étude d'Oxfam, *The Inequality Virus*, ces derniers ont gagné 13 000 Mds INR, soit 178 Mds USD, de plus depuis mars dernier. L'ONG estime qu'il faudrait, aujourd'hui, à un ouvrier moyen 10 000 années pour gagner le même montant que Mukesh Ambani, à la tête du conglomérat *Reliance Industries*, plus grande société privée indienne et 13^{ème} fortune mondiale, en une heure.

MALDIVES

- **Les Maldives à la 75^{ème} place du classement sur l'indice de perception de la corruption.** Selon l'indice de perception de la corruption de 2020 publié par l'ONG *Transparency International*, les Maldives ont obtenu un score de 43/100, en progrès de 14 points rapport à 2019. Plus ce score se rapproche de 100, plus le degré de corruption est considéré comme faible. Par conséquent, l'archipel passe à la 75^{ème} position sur 180 pays/territoires, soit un gain de 55 places par rapport au classement précédent. D'après la filiale locale de l'ONG, cette amélioration est le résultat des politiques menées par l'actuel gouvernement visant à renforcer l'Etat de droit, mais celle-ci considère que d'importants progrès restent à accomplir.
- **Don de 21,6 M USD de la Banque mondiale dans le domaine de la protection sociale.** La Banque mondiale a approuvé le 25 janvier une aide additionnelle de 21,6 M USD en vue de financer la prolongation du versement de l'allocation de 5000 MVR (322 USD) destinée aux travailleurs ayant perdu leur emploi ou leur revenu à cause de la pandémie de COVID-19 (*COVID-19 Emergency Income Support*). Ce don de 21,6 M USD issu des fonds de l'Association internationale de développement (IDA) s'ajoute à un financement initial de 12,8 M USD approuvé en juin 2020 et porte le soutien financier de la Banque mondiale sur ce projet à hauteur de 34,4 M USD. A la date de novembre 2020, 10,3 M USD ont déjà été déboursés et permettent le versement de cette allocation à environ 17 000 personnes. Cette dernière est gérée par le ministère du Développement économique.

NEPAL

- **La Cour Suprême opposée aux IDE dans le secteur agricole.** Dans une ordonnance provisoire, la Cour Suprême enjoint le gouvernement à ne pas mettre en application son projet d'ouverture du secteur agricole aux IDE. La Cour demande également au gouvernement de motiver sa mesure d'ici les quinze prochains jours. Le gouvernement, début janvier, avait émis l'idée de permettre l'entrée d'investissements étrangers dans l'agriculture, conditionnés à l'export d'au moins 75% de la production. Mais la Cour estime que cette condition fera peser un risque sur les agriculteurs, pas encore en mesure de se confronter à la concurrence internationale. Selon les statistiques officielles, l'investissement domestique dans le secteur agricole représente 85 Mds NPR (727 M USD), dont 47% dans l'élevage de volailles, 35% dans l'industrie laitière, 13% dans la pisciculture et 5% dans l'apiculture.
- **Besoin de 5,7 Mds USD pour relancer l'économie,** selon la Commission Nationale du Plan (NPC). Le pays aurait besoin de cette somme après avoir essuyé l'impact économique de la pandémie, en particulier au troisième trimestre de l'exercice débuté mi-juillet. La stratégie présentée par la Commission recouvre la gestion de la pandémie, la promotion de l'emploi, le développement de nouveaux projets et la poursuite de ceux en cours, ainsi que la promotion de l'autosuffisance. La partie à court terme de cette stratégie devrait représenter 239 Mds NPR (2 Mds USD), celle à moyen terme 285 Mds NPR (2,4 Mds USD) et enfin celle à long terme 133 Mds NPR (1,1 Mds USD).

- **Près de 29 M USD d'investissement dans le secteur du tourisme malgré la pandémie.** En dépit de l'impact de la COVID-19 sur l'industrie touristique, 19 entreprises du secteur ont enregistré des investissements de plus de 3 Mds NPR (26 M USD) au cours des six derniers mois, selon le département de l'Industrie. Les hôtels et restaurants ont reçu 2 Mds NPR (17 M USD) au cours de la période. Ces éléments vont dans le bon sens et montrent une certaine confiance dans la reprise prochaine des activités touristiques.
- **Exemption du paiement des charges d'électricité pendant le confinement.** Le gouvernement renonce à faire payer la consommation d'électricité au cours du confinement, selon les déclarations du ministère des Finances. Cette mesure devrait aider à relancer les industries fragilisées, 58 d'entre-elles sont concernées et listée dans le *Industrial Business Rules 2020*.
- **Prévisions de croissance négative par l'ONU pour le Népal au cours de l'exercice 2020/21.** Dans son *World Economic Situation and Prospects 2021* le Conseil Economique et Social des Nations Unies estime que la croissance népalaise devrait se contracter de 0,1% pour l'exercice en cours. Plus tôt, la Banque mondiale avait estimé cette contraction à 0,6%.

PAKISTAN

- **Révision à la hausse des prévisions de croissance de l'économie pakistanaise par le FMI.** Dans son dernier rapport (*World Economic Outlook, January 2021*), le Fonds estime que la hausse du PIB pakistanais devrait atteindre 1,5 % sur l'exercice budgétaire en cours (juillet 2020 à juin 2021), à comparer à 1 % lors des prévisions publiées en octobre 2020. La croissance pourrait par ailleurs atteindre 4 % dès 2021/22 selon le FMI.
- **Maintien par la Banque centrale de son taux directeur à 7 % pour la troisième fois consécutive.** Le Comité de politique monétaire a décidé de maintenir le taux directeur à 7 %, cela après une baisse cumulée de 625 pbb entre mars et juin 2020 dans un contexte marqué par la crise sanitaire. Il précise par ailleurs que le statut quo devrait perdurer à moyen terme, aucun changement n'étant anticipé lors de la prochaine revue prévue en mars. Le comité estime en effet que les conditions de financements accommodantes (le taux directeur réel est actuellement en territoire négatif) demeurent appropriées pour soutenir la reprise de l'activité économique, contenir la hausse des prix et assurer la stabilité financière.

La revue du Comité souligne que la reprise de l'activité économique se confirme, avec une perspective d'amélioration des prévisions de croissance légèrement au-dessus de 2 % sur l'exercice 2020/21. Le principal risque demeure la dégradation de la situation sanitaire au Pakistan et dans le monde. Les récentes pressions inflationnistes, qui s'expliquent principalement la hausse des produits alimentaires en raison de perturbations de l'approvisionnement, devraient être temporaires et le comité confirme que l'inflation devrait rester contenue entre 7 et 9 % en 2020/21 avant de tendre vers la cible fixée entre 5 et 7 % sur le moyen terme.

- **Réduction du déficit budgétaire primaire sur les cinq premiers mois de 2020/21.** Selon le ministère des Finances, la balance primaire (hors paiement des intérêts de la dette) du Pakistan affiche un solde positif à 0,5% du PIB sur la période courant de juillet à novembre 2020, à comparer à 0,3 % du PIB sur la période considérée un an plus tôt. Le déficit public se creuse toutefois à 1,8 % du PIB sur les cinq premiers mois de 2020/21 (après 1,6 % l'an dernier).
- **Hausse des tarifs de l'électricité de 15 %.** Le gouvernement a annoncé une augmentation du prix de l'électricité à hauteur de 1,95 PKR par KWh. L'ensemble des utilisateurs seront concernés par cette hausse à travers laquelle les autorités entendent recouvrer 1,2 Md USD supplémentaires par an. Il convient toutefois de noter que cette hausse des tarifs demeure inférieure à celle recommandée par le régulateur du secteur (*National Electric Power Regulatory Authority – NEPRA*), à savoir 2,18 PKR par KWh au titre des seuls paiements de capacité qui ont atteint 5,4 Mds USD sur l'exercice budgétaire 2019/20.

Le ministre de l'énergie a par ailleurs déclaré que les autorités ont subventionné le secteur de l'électricité à hauteur de 2,9 Mds USD en 2019/20, cela malgré un ralentissement économique marqué en raison de la crise sanitaire.

- **Extension des mesures de soutien au secteur de la construction.** Le gouvernement a acté la prolongation du plan de soutien du secteur mis en place en avril 2020 dans un contexte marqué par la crise sanitaire. Il entend soutenir la reprise de l'activité économique, encourager les créations d'emplois (notamment peu qualifiés) et assurer la construction de logements à bas coûts pour les populations à faible revenu. Les mesures concernées prévoient notamment : (i) une absence de déclaration obligatoire de l'origine des fonds investis dans le secteur immobilier (étendue jusqu'en juin 2021), (ii) un allègement fiscal sur les investissements privés dans le projet *Naya Pakistan Housing* qui soutient l'accès au logement des populations vulnérables, et (iii) un taux d'imposition fixe lors de la vente des biens immobiliers par les constructeurs ou les promoteurs (mesure étendue jusqu'en décembre 2021). La période de réalisation des travaux qui seront lancés dans le cadre de ce programme est également prolongée d'un an, à savoir jusqu'en septembre 2023.
- **La Banque asiatique de développement adopte sa stratégie de partenariat pays avec le Pakistan sur la période 2021-2025.** La nouvelle stratégie pluriannuelle prévoit des financements à hauteur de 7,3 Mds USD sur les trois prochaines années. Ses principaux piliers sont les suivants : (i) amélioration de la gestion économique, (ii) développement du capital humain et de la protection sociale et (iii) renforcement de la compétitivité et appui à l'essor du secteur privé.

SRI LANKA

- **Baisse de -17% des exportations de marchandises en 2020.** Selon l'*Export Development Board*, les exportations de marchandises sur l'année 2020 ont été de 9,9 Mds USD, soit une baisse de -17% en glissement annuel (11,9 Mds USD en 2019). Celles-ci ont été fortement impactées par les restrictions instaurées pour lutter contre la pandémie, notamment durant les couvre-feux stricts en vigueur de mi-mars à mi-mai, ainsi qu'en octobre-novembre lors de la seconde vague.

Le textile constitue le premier poste à l'export, avec 4,4 Mds (-21% en g.a), soit 44,4% du total. Le thé arrive en deuxième position avec 1,24 Mds USD (-7,8%), et représente ainsi 12,5% des exportations de marchandises. Les ventes à l'étranger de produits à base de caoutchouc ont été de 816 M USD, soit une baisse de -8,3% et celles de produits à base de noix de coco ont été de 665 M USD (+8,3%). Les exportations de bijoux et pierres précieuses ont été très affectées par la crise, et chutent à 148 M USD, soit -52,8% en 2020. Les ventes d'équipements de protection individuelle (PPE) ont quant à elles fortement augmenté à 876 M USD, soit +47,4% en g.a. Ces dernières ont permis de soutenir l'industrie textile et des produits plastiques. En ce qui concerne les exportations de service, elles sont de 3 Mds USD sur l'année 2020, soit une chute de -23,5% selon l'EDB.

Les exportations vers les Etats-Unis, premier marché à l'étranger, ont été de 2,5 Mds USD sur la période en 2020 (-20,1% en g.a). Celles vers le Royaume-Uni, 2ème destination à l'export, l'Inde et l'Allemagne accusent respectivement une baisse de -8,8% (910 M USD), de -20,4% (605 M USD) et de -11,7% (570 M USD). A l'échelle régionale, la 1ère destination à l'export est l'Union Européenne, à hauteur de 3,2 Mds USD sur la période étudiée (-10,3% en g.a).

- **Baisse de la production industrielle en novembre.** Selon le Département des statistiques, l'indice de production industrielle (IPP) mesuré en novembre 2020 était de 106,9 points (base 100 en 2015), traduisant une baisse de 1,7% en g.a. Pour le mois de novembre, la baisse de la production est particulièrement marquée pour les produits chimiques (-23,4%), le matériel électrique (-22%), le prêt-à-porter (-14,6%) et les produits en caoutchouc et plastique (-16,5%). A l'inverse, la production de produits alimentaires a cru de 4,2%, celle des boissons de 10% ainsi que de 16,4% pour le charbon et produits à base de pétrole. La deuxième vague de la

pandémie, arrivée sur l'île en octobre, a négativement pesé sur la production industrielle, puisque supérieure en octobre (IIP à 108,1).

- **Dépréciation de la roupie sri-lankaise par rapport à l'USD.** La roupie sri-lankaise (LKR) s'est dépréciée de 5,6% face au dollar américain depuis le début de l'année. Alors qu'1 USD valait 185,4 LKR au 1^{er} janvier 2021, il fallait 195,9 LKR pour acheter 1 USD au 27 janvier. Cette baisse s'explique notamment par la création monétaire pilotée par la Banque centrale (CBSL) l'an dernier. Pour réduire la volatilité du cours de la roupie, la Banque centrale a demandé aux banques locales de suspendre pendant trois mois, à compter du 25 janvier, l'achat et la vente de devises contre la roupie LKR via les contrats de devises à terme (*forward contracts of foreign exchange*).
- **Sri Lanka à la 94^{ème} place du classement sur l'indice de perception de la corruption (IPC).** Selon l'indice de perception de la corruption (IPC) de 2020 publié par l'ONG Transparency International, Sri Lanka a obtenu un score de 38/100, stable par rapport à 2019. Plus ce score se rapproche de 100, plus le degré de corruption est considéré comme faible. Le pays perd une place pour se positionner à la 94^{ème} position sur 180 pays/territoires en 2020 par rapport au classement précédent.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D



Auteurs : Service Économique Régional de New Delhi

Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Abonnement par email : patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.